

La Fédération de Wallonie Picarde, réunie le mardi 18 mars dernier, a pris bonne note de l'accord de gouvernement fédéral et remercie chaleureusement les camarades négociateurs.

Conscients des difficultés qu'ils ont rencontrées, nous sommes heureux de constater que l'accord dans sa globalité permet de donner une dimension sociale et solidaire à ce Gouvernement.

Nous souhaitons cependant attirer l'attention sur la nécessité d'être vigilants dans différents domaines.

Nous craignons, en effet, que l'attitude agressive de Didier Reynders et de son Parti ne les poussent à s'approprier les acquis socialistes. C'est pourquoi, nous tenons à attirer l'attention sur les éléments suivants :

- Nous comprenons la volonté de renforcer le système des chèques services mais attirons l'attention sur le fait que pour toute une série de personnes éloignées du marché de l'emploi, le système des ALE apporte à la fois un complément de revenu et la satisfaction de se rendre utile auprès notamment de nombreuses personnes âgées. Nous demandons donc que le système soit maintenu tel quel.
- En ce qui concerne la pauvreté, la priorité donnée au pouvoir d'achat est fondamentale car elle va permettre de « limiter la casse ». L'augmentation du salaire minimum et la mise en place d'une norme d'un seuil de pauvreté européen ne doivent pas occulter les très nombreuses difficultés qu'un nombre de plus en plus important de nos concitoyens rencontrent.
- Nous nous réjouissons de la mise en place d'un observatoire des prix. Nous souhaitons cependant qu'un véritable contrôle des prix puisse s'organiser notamment pour les produits de base. Nous saluons également le fait qu'une série de mesures entrent dans le cadre de la concertation sociale.

Nous sommes très attachés, ainsi que nos camarades de la FGTB, à ce que le modèle de concertation à la belge soit préservé.

- Nous attirons l'attention des ministres fédéraux sur le fait qu'en 2009 les mesures de fin de carrières prises dans l'enseignement ne feront qu'augmenter les pénuries existantes de professeurs alors que l'éducation constitue le fondement non seulement de la démocratie mais aussi de l'émancipation sociale. A ce sujet, nous nous réjouissons que l'âge de l'obligation scolaire soit passé à 5 ans.
- Nous nous réjouissons que l'accord de gouvernement prévoie davantage de transversalité avec les Régions et nous tenons à marquer notre soutien à des services publics de qualité.

Nous demandons à nos camarades du Gouvernement d'être vigilants à ce que les mesures sociales fassent l'objet d'un calendrier précis et d'être attentifs à la pédagogie dans la communication que nous en ferons. Il nous apparaît désolant de constater que le ministre Reynders se présente comme le champion des matières sociales. Il doit être démasqué et notre communication doit atteindre nos concitoyens, tous nos concitoyens.

En conclusion, l'assemblée vote la participation à l'unanimité.

Pour conclure, je reprendrais la formule de notre Président fédéral, Daniel SENESAEL, « tout ce qui brûle ne pourrait pas » et je me permets, camarades, de formuler le souhait que nous brûlions de nos idéaux et de notre volonté à changer le monde pour le rendre plus juste et plus solidaire.